

RECHERCHES HISTORIQUES

BULLETIN

BULLETIN D'ARCHÉOLOGIE, D'HISTOIRE DE
BIOGRAPHIE, DE BIBLIOGRAPHIE, DE
NUMISMATIQUE, ETC, ETC.

PUBLIÉ PAR

PIERRE-GEORGES ROY

VOLUME DIX-NEUVIÈME

LÉVIS

1913

LÉVIS, Janvier 1913.

VOL. XIX---No 1

BULLETIN
DES
RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHEOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patria et patriam cognoscere tenet
is mihi non civis sed peregrinus erit.



LEVIS
PIERRE. GEORGES ROY
EDITEUR-PROPRIETAIRE

RECHERCHES HISTORIQUES

SOMMAIRE DE LA LIVRAISON DE JANVIER : P.-B. Casgrain, Le Kent House, rectification historique ; Les prêtres nés à Notre-Dame de la Victoire de Lévis, etc., etc.

PUBLICATIONS RECENTES

J.-P. Lefranc, " Catéchisme des caisses populaires, sociétés coopératives d'épargne et de crédit destiné à vulgariser l'idée de l'association coopérative." Québec, 1911.

R. P. Couët, " Bas les Masques, " étude anti-maçonnique. Québec, 1911.

Vicomte du Breil de Pontbriand, " Le dernier évêque français du Canada-français, Monseigneur de Pontbriand, " 1740-1760. Paris, Honoré Champion, éditeur.

" Vers la Terre-Sainte, Notes de voyages, par M. Jos. A. L'Archevêque.--" La Croix, " 309, rue Saint-Paul, Montréal—1911—Prix \$1.25 franco. S'adresser à l'auteur, Cocagne, N. B.

BULLETIN
DES
RECHERCHES HISTORIQUES

Vol. XIX

LEVIS—JANVIER 1913

No. 1

LE KENT-HOUSE

Rectification historique

Il peut sembler de peu d'importance au public, en général, de constater si la maison qui a une certaine réputation historique et qu'on appelle communément KENT-HOUSE, est située soit dans la ville de Québec, soit au Sault de Montmorency ; mais il n'en est pas de même pour la classe de nos personnes instruites, qui ne veulent pas s'en laisser imposer, et celle des nombreux visiteurs étrangers qui, tout en allant voir la belle chute, croient y trouver le vrai Kent-House et sont pourtant trompés.

Il s'agit de rectifier une erreur qui devient vulgaire et d'enrayer autant que possible la propagation d'une fausseté historique et le double emploi d'un nom affiché comme enseigne de mercantilisme sous le nom de Kent-House, à l'hôtel du Sault.

Nous allons établir 1. que l'hôtel dit Kent-House au Sault Montmorency n'a pris ce nom que tout récemment, quand la compagnie du chemin de fer qui y

conduit en fit l'acquisition et l'annonça sous ce nom usurpé, mais habilement exploité.

2. Que la vraie maison Kent-House ainsi appelée, et qui a droit à ce nom pour avoir été l'habitation de S. A. R. le Prince Edouard, duc de Kent, pendant son séjour à Québec, est celle située rues St Louis et Haldimand, en face du Palais de Justice.

En outre, cette maison a d'autres titres assez intéressants pour lui donner une valeur historique à conserver. Elle remonte aux premiers temps de la colonie et doit être la plus ancienne connue dans Québec. Dès 1662 elle fut l'habitation de M. et Mme Dailleboust, et en 1671 elle devint celle de la famille des de Lotbinière ; après eux, elle a été possédée ou habitée par les personnages les plus marquants de la ville jusqu'à récemment. Leurs noms sont attachés plus ou moins à notre histoire.

Pour faire justice de l'usurpation du nom de KENT HOUSE à Montmorency, nous allons remonter à l'origine, construction et habitation de la maison qui fut bâtie là en 1780 par le général Haldimand, devenu gouverneur de la Province en juillet 1778. Enchanté de la beauté du site, le général voulut s'y bâtir une villa pour y passer la belle saison. Par l'entremise d'un prête-nom, l'honorable François Baby, agissant comme tel, acheta en son propre nom, le 9 mai 1780, des frères Raphaël et Pierre Vachon une terre d'environ 36 arpents et 20 perches en superficie, située du côté Sud-Ouest de la chute, à partir du fleuve jusqu'au Sault, et borné du côté N. E., à la ligne S. O., de Ange Garnier, relevant du domaine des seigneurs de Salaberry. Ces faits apparaissent par l'ac-

te d'acquisition qui fut passé à cette date devant Mte J. A. Panet, notaire, et la déclaration du lendemain faite devant lui par le même M. Baby établissant qu'il avait acquis pour Son Excellence le gouverneur Haldimand.

Il fit aussi de même l'acquisition de trois autres pièces de terres avoisinantes par actes des 29 mars et 10 avril 1781 devant le même notaire Panet. Le prix du total revint à 15,750 livres, ancien cours.

Haldimand construisit alors près de la chute une assez bonne maison, A GOOD HOUSE, dit Mme Simcoe dans son DIARY. Il bâtit aussi un belvédère ou une espèce de balcon presque suspendu sur la chute, au sujet duquel Mme Riedesel raconte dans ses Mémoires qu'étant allée en visite là en 1782, elle fit la remarque à Son Excellence combien il serait plus satisfaisant de pouvoir admirer la chute du meilleur point de vue et dans son aspect le plus favorable. Trois semaines après, dit-elle, y étant retournée, le gouverneur la conduisit galamment à un balcon suspendu au dessus de l'abîme et appuyé sur huit énormes poutres. Notre érudit et bon connaisseur, M. le colonel Neilson, possède une très belle aquarelle de la maison appelée Haldimand House et du balcon qui rappelle autant le preux chevalier que la galanterie du vieux bachelier.

Après le départ du gouverneur Haldimand au mois de novembre 1784 on ignore qui occupa la villa du Sault jusqu'à ce que S.A.R. le prince Edouard vint l'occuper à son arrivée à Québec en août 1791 pour y être de garnison avec son régiment.

Nous reviendrons ci-après sur cette résidence, qu'il appela alors Kent-Lodge, laquelle fut l'occasion

et l'origine de la liaison intime du prince avec la famille des de Salaberry, les seigneurs de Beauport, amitié qui persista pendant près vingt-cinq ans.

Sir Frédéric Haldimand étant décédé à Londres en juin 1791, sa villa et terres furent annoncées en vente comme on le voit par la "Gazette de Québec" du 22 décembre 1791. La maison perdit dès lors son nom de Kent-Lodge et d'Haldimand House, et demeura longtemps sans acheteur. Elle ne paraît pas avoir été plus appréciée en valeur pour avoir été la résidence du gouverneur Haldimand ou de S.A.R. le Prince Édouard qui y demeurait dans le temps à loyer. Au bout de sept ans il se présenta un acheteur, Ralph Ross Lewin, capitaine du 24^{ème} de ligne puis major de ville de Québec, il acquit le tout de Anthony Francis Haldimand, neveu légataire de Sir Frédéric, pour la somme de £600. C'était un peu moins que le prix payé pour le fond des quatre lots de terres, sans égard à la maison, embellissement, jardins et dépendances. L'acte de vente en fut passé devant Mtre Stewart, notaire, à Québec, le 25 juillet 1797.

Ralph-Ross Lewin ne garda pas longtemps cette propriété. Conjointement avec Archange Baby, son épouse, il la vendit pour le prix de £1050 à Messieurs Mathew Lymburner & Crawford, négociants associés de Québec, suivant contrat devant Mtre F. Tétu, notaire, en date du 3 mars 1801.

Sur défaut de paiement de la balance du prix de vente les vendeurs firent saisir sur leurs débiteurs toute la propriété, laquelle fut vendue par décret le 29 octobre 1804 et adjugée à Patrick Langan par le shérif Sheppard qui lui en donna titre authentique le 22

mars 1805 sur paiement de son enchère se montant à £510.

Sur ces entrefaites, survint l'honorable Antoine Juchereau Duchesnay, devenu seigneur de tout Beaufort, lequel fit valoir son droit de retrait seigneurial, réservé par le contrat primitif de concession du seigneur Giffard à François Leconte du 16 juin 1655 devant le notaire Badeau. Il reprit ainsi des mains de Patrick Langan tous les lots de terres qui lui avaient été adjugés, et celui-ci dut en loi les lui remettre, comme il le fit par acte authentique devant le notaire Tétu en date du 3 mars 1805.

Peu après, c'est-à-dire le 20 septembre suivant, le seigneur Duchesnay fit une nouvelle concession devant le même notaire Plante, à titre de redevances seigneuriales, à Sir John Johnson, baronnet de Montréal, des mêmes terres appartenant ci-devant à Sir Frédéric Haldimand, puis à Ralph Ross Lewin, lesquelles se trouvaient réunis de fait à son domaine par voie du retrait ci-dessus. Cette concession comporte diverses charges, et de plus un prix de vente de £650.

Jusqu'ici on voit que depuis le départ d'Haldimand et ensuite de celui du prince Édouard, en janvier 1794, il n'est aucunement fait mention de Kent-Lodge ou de Kent-House ; et quand la propriété du Sault eût passé par la suite en diverses mains, par divers titres, il n'apparaît pas que cette appellation lui ait été donnée avant 1890, et l'on sait pourquoi ce nom surgit alors comme enseigne commerciale.

D'après le croquis de la Maison Haldimand elle n'avait pas les grandes galeries ni le bay-window qu'on y voit aujourd'hui, et l'édifice semble avoir été

agrandi, probablement du temps du prince Edouard et à sa convenance.

Il suffit maintenant, pour notre sujet, de rappeler brièvement ce qui peut continuer à s'y rattacher. Feu M. Peter Paterson, de Beauport, commerçant de bois, devint propriétaire de la maison et des terres de Sir Frédéric Haldimand. Il y fonda avec le pouvoir de la chute un grand établissement de moulins à scies, quais, estacades, etc. Par une exportation considérable de bois de commerce faite sur un pied lucratif, il réussit si bien que quand la seigneurie de Beauport fut saisie et vendue en justice sur le seigneur Duchesnay le 27 mai 1844, il s'en porta adjudicataire au prix de £8300.

Son gendre, M. George Benson Hall, qui avait épousé sa fille unique, lui succéda en tout et continua le commerce. Ses enfants et héritiers vendirent pour un bon prix l'établissement, dont une partie, la maison et dépendances, finit par être acquise vers 1890 par la compagnie de chemin de fer qui y passe. La maison fut embellie, convertie en hôtel fashionable, et fut baptisée comme enseigne sous le nom de KENT HOUSE dans le but d'y attirer une belle clientèle.

Venons maintenant à cette maison de la ville qu'on appelle KENT-HOUSE.

En ne tenant pas compte, pour le moment, des étages ajoutés longtemps après et du prolongement du côté ouest, il est certain que l'édifice primitif, c'est-à-dire le bas de la maison d'aujourd'hui, tel que décrit dans les anciens titres, existe encore et que c'est une des plus vieilles, sinon la plus vieille, des maisons bâties dans Québec. Nous constatons authentiquement

qu'elle a été la demeure de Monsieur et Madame Dailleboust et n'a pas changé de forme avant 1819. Nous voyons que dès avant 1670 Dame Marie Barbe de Boulogne, veuve et héritière de Messire Louis Dailleboust, vivant gouverneur et lieutenant général pour le roi en ce pays, nommé en 1648, était propriétaire de l'emplacement et de la maison dessus construite, et qu'elle en fit donation comme comprise dans la donation universelle entre vifs qu'elle consentit de tous ses biens aux dames religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec par acte passé devant Mtre Rageot, notaire, à Québec, le 5 juillet 1670.

Les Dames religieuses firent devant le notaire Becquet un échange de cette propriété, le 27 mai 1671, avec Louis Théandre Chartier, écuyer, de Lotbinière, conseiller du roi, lieutenant-général civil et criminel de la Prévosté de Québec, en la désignant comme suit: " Une maison ainsi qu'elle se comporte avec un étable
" et un emplacement de terre en nature de jardin.....,
" borné d'un côté à Raymond Pagé dit Courcy, d'autre
" côté aux représentants Richard Grouard dit La-
" rose, d'un bout par devant sur le grand chemin qui
" part du fort St-Louis de Québec pour se rendre au
" Cap-Rouge, et d'autre bout le chemin de Mont-Carmel,
" le tout en la haute-ville de Québec" appartenant aux dites Dames Religieuses comme inclus dans la donation ci-dessus à elles faite par Madame Veuve Dailleboust.

Un plan de la haute et basse-ville de Québec en l'an 1670, indique le terrain de M. Dailleboust en cet endroit par la légende écrite entre les bornes, "Logement de M. Dailleboust." Ce plan se trouve chez

les R.R. P.P. Jésuites à Québec.

Un autre plan de Québec, de 1685, très bien dessiné, dressé par le Sr de Villeneuve, arpenteur ingénieur du Roi, se trouve aussi chez les mêmes Pères. On y retrouve le même terrain avec l'indication de quelques maisons.

Une circonstance de l'échange doit être notée ici en ce qu'elle fixe la demeure certaine de Mme Dailleboust et donne aussi à M. de Lotbinière la liberté de puiser de l'eau à la fontaine sur le terrain voisin concédé par l'Hôtel-Dieu à Adrien Michelin le 8 octobre 1870, liberté réservée dans son titre "à ceux qui demeureront ou posséderont leur maison de devant la dite terre où demeurerait la dite Dame Dailleboust, à aller quérir de l'eau à cette fontaine." Celle-ci existe encore, bien maçonnée, au devant de la maison quoique recouverte par le gazon. Elle est aussi souvent mentionnée dans les titres subséquents translatifs de la propriété. On conçoit l'importance d'une telle servitude d'accommodement avant la construction d'un aqueduc.

Ayant ainsi établi la localité et l'ancienneté de la maison Dailleboust, nous allons suivre son maintien dans le même état jusqu'en 1819, et donner les principaux détails de son histoire qui est celle en partie des divers personnages importants qui l'ont habitée.

Aussitôt après l'échange accompli M. de Lotbinière prit possession de la maison et dépendances. Il y établit sa résidence ou plus exactement son hôtel, comme lui et autres le disaient alors. (Cf. Duquet, notaire, 12 avril 1674)

Il y vécut jusqu'à son départ pour la France. Sa veuve y décéda le 13 septembre 1690.

René-Louis Chartier de Lotbinière, remplit les mêmes charges et fonctions que son père et continua à habiter la maison paternelle avec Dame Marie-Madeleine Lambert son épouse, (1678) qui mourut le 15 novembre 1695. Il lui survécut jusqu'au 4 juin 1709.

Les enfants issus de leur mariage, héritiers de leur père et mère, furent au nombre de cinq. Ils devinrent ainsi propriétaires conjoints de la maison et emplacement ci-devant des Daillebout, sauf une partie vendue par leur père à Mde Vitré par acte du 28 août 1674. C'est cette partie du côté est qu'occupait l'ancien commissariat, maintenant le bureau du département de la Milice à Québec.

Les héritiers obtinrent le 28 janvier 1713 de la Cour de Prévosté, l'autorisation à vendre par décret volontaire la maison, jardin et dépendances de la rue St-Louis. A la mise aux enchères la propriété fut adjugée le 14 mars 1713 à Jean Mailloux, architecte et entrepreneur des travaux du Roi à Québec, comme plus haut enchérisseur à 10,000 lbs ancien cours et à diverses charges comprises.

En référant au procès-verbal de vente il est intéressant d'y voir les belles alliances contractées par les trois filles héritières conjointes dans la succession. Les noms et qualités des personnages qui y figurent comme gendres sont ceux les plus marquants de la ville. Ce procès-verbal contient aussi la description exacte de l'emplacement situé entre les rues St-Louis et Mont-Carmel, et de la maison, laquelle est dite "de maçon"

“ ne construite sur icelui, contenant environ cinquan-
“ te pieds de long sur, trente de large, consistant en
“ deux étages dont un est dans les mansardes, dans
“ lesquels il y a quatre chambres à feu, une cuisine,
“ deux salles et deux cabinets, avec des caves au-des-
“ sous et au grenier au dessus, couverte en bardeaux ;
“ au devant de laquelle maison il y a une cour sur la
“ dite rue St-Louis... dans laquelle il y a un puits
“ aussi de maçonne..... et par derrière de la dite mai-
“ son sont des jardins dans lesquels il y a une quanti-
“ té d'arbres fruitiers et une glacière ”.

Jean Mailloux était un des principaux citoyens de Québec, honorable et très bien vu ; son épouse Louise Philippeau, étant de la famille du ministre de ce nom. Il mourut 40 ans après son acquisition en septembre 1753, dans la maison qui devint celle du commissariat, laquelle probablement fut construite par lui, si on peut en juger par le bon état où elle s'est conservée.

Ses héritiers avant de procéder au partage firent dresser un plan des lieux par François Lemaître Lamorille, juri-mesureur et arpenteur du Roi. Une copie en double de ce plan en date du 10 juillet 1754 se trouve dans les archives dit Hôtel-Dieu. Il est signé par toutes les parties intéressées.

Par accord et partage entre eux il fut convenu que Vital Mailloux et Delle Joseph Denis, son épouse, cohéritiers, auraient “ l'emplacement et maison des-
“ sus bâtie en pierre, sise en cette haute ville de Qué-
“ bec, rue St-Louis qui la borne de front et tient à un
“ côté à la maison où est décédé le feu sieur Mail-
“ loux, leur père et beau-père, de l'autre côté aux re-
“ présentants de feu Beauvais et par la profondeur

borné par la rue Mont-Carmel et tel que figuré au plan ci-dessus ; et aux charges portées pour la ruelle qui doit être laissée pour la maison où il est dé-cédé.”

Cette ruelle est le passage qui se voit encore là aboutissant au long pan de la maison au devant et devenu inutile et hors d'usage depuis longtemps.

Vital Mailloux donna à loyer la maison et dépendances à Michel Chartier de Lotbinière et Delle Louise Chaussegros De Léry, son épouse, par un bail de trois ans à expirer en avril 1760.

Sur ces entrefaites Jean-Baptiste-Nicolas Roch, sieur de Ramesay, chevalier de l'ordre royal et militaire de St-Louis, fut nommé lieutenant du roi à Québec.

Il était logé rue la Fabrique et fort à l'étroit dans une petite maison à un étage et mansarde (emplacement aujourd'hui de Fisher) peu convenable à sa nouvelle position, ainsi que l'on voit les lieux décrits occupés par lui, dans le registre de la Prévosté du 6 juillet 1757, comme étant saisis en justice sur Charles Duplessis, sieur de Morampon. Dans ces circonstances, M. de Ramesay jeta les yeux sur la maison des de Lotbinière dans le but d'en faire sa demeure et il fit l'acquisition de Vital Mailloux le 1er juin 1758, de tout l'ensemble de la propriété suivant contrat devant Mtre Saillant, notaire.

Mais avant d'entrer en possession il eut à indemniser M. et Mme de Lotbinière et leur donna en dédommagement à chacun 520 lbs.

Il est à remarquer que jusque-là la maison de M. Dailleboust était restée dans le même état apparent de conservation. Le titre de M. de Ramesay le démon-

tre par une description analogue à celle ci-haut de 1713, savoir : “Une maison en pierre grinitée (?), à deux étages sur la façade donnant sur la rue St-Louis et l’autre à une étage et une mansarde dessus et un cellier au-dessous, un escalier en rampe pour y monter, (un de même aujourd’hui) une cour au-devant, consistant la dite maison en cuisine, salles, plusieurs chambres ou cabinets, cave, caveau, grenier, four et puit.”

M. de Ramsay ne jouit pas longtemps de sa nouvelle demeure. Un an après il subissait le sort de la guerre, capitulait et rendait la ville aux Anglais victorieux sur les Plaines d’Abraham. Comme les autres vaincus il lui fallut s’en aller et être transporté en France avec les restes de la garnison.

Cependant en abandonnant ainsi forcément sa maison il y attachait un souvenir historique qui mérite d’être conservé.

On sait que Québec ne fut rendu qu’à la dernière extrémité et à la dernière heure, sur les onze heures, le soir du 17 septembre. Le parlementaire Joannès s’y rendit alors et les articles de la capitulation furent proposés et arrêtés aux quartiers du brigadier général Townshend. Vu le mauvais temps depuis deux jours celui-ci était venu se loger de son mieux près de la ville ; il s’était emparé d’une bonne et grande maison au nord du chemin St-Louis, qui nous paraît probablement avoir été celle de Madame Veuve de Morville, située près de l’extrémité de la rue actuelle la Chevrotière, (Cf. Plan à l’Hôtel-Dieu)

Après les préliminaires conclus, arrêtés et signés il fallait prendre le temps nécessaire pour faire les co.

pies et échanges des articles de la capitulation. On remit au lendemain matin, à l'entrée des Anglais dans la ville fixée à huit heures du matin, pour signer et faire les échanges en pareille circonstance. Il est plus que probable que les échanges furent signés à la résidence de M. de Ramesay, étant pour ainsi la seule convenable à portée et qui, par bonne fortune, fut une de celle qui ne paraît pas avoir souffert du bombardement. Au nombre des écrivains du siècle, j'ai lu qu'il en est un qui mentionne le fait qu'en entrant dans la ville on signa la capitulation.

Arrivé en France M. de Ramesay eut à se justifier de la reddition de Québec, que la fortune des armes l'avait forcé de subir. Mais le peu de sympathie qu'on accorde aux vaincus ne lui fit rencontrer qu'une indifférence approchant de la disgrâce. Le temps et l'histoire impartiale lui ont rendu meilleure justice, ainsi qu'à la mémoire de Montcalm.

Avant son départ, le 22 septembre 1759, M. de Ramesay avait laissé à son épouse Delle Louise-Godefroy de Tonnancour, une procuration pour vendre le cas échéant, les biens qu'il possédait dans le pays. Dans l'incertude du sort final de la colonie celle-ci était restée à Québec. Mais aussitôt que la cession eût été décidée par le traité de 1763, son mari l'appela en France en lui mandant de vendre tous leurs biens en Canada.

En vertu de cette procuration elle vendit le 23 août 1763 à John Bondfield, négociant de Québec, par acte devant Saillant, notaire, la maison et dépendances, rue St-Louis, telle que son mari les avait acquises, et suivant le plan et bornage qu'il en avait fait faire

par François Lauson Lapalme, architecte, et M^{re} Lamorille, arpenteur. Ce plan fut déposé dans l'étude du notaire Sanguinet, à Québec, mais a disparu.

Mais en vendant M. de Ramesay mit pour condition la réserve de continuer la jouissance pour elle et son gendre M. Bellot jusqu'à son départ pour la France.

On voit ensuite par un autre acte sous seing privé en langue et forme anglaises, daté du 4 août 1764, enregistré au Secrétariat de la province le 21 décembre suivant, que James Strachan, négociant de Londres, à présent à Québec, agissant pour lui-même et comme procureur de la maison Greenwood & Higginson de Londres, acquit du même Bondfield et d'abondant de Madame Ramesay et sa fille devenue majeure, la même maison et dépendances, rue St-Louis.

Depuis cette date on ignore qui a occupé la propriété jusqu'en 1777.

En cette année le même James Strachan tant pour lui-même que pour ses commettants de Londres, la rendit à l'honorable Thomas Adam Mabane, l'un des membres du conseil Législatif et juge de la cour des Plaids-Communs du district de Québec, telle qu'acquise de Mme de Ramsay, décrivant "la maison comme à "deux étages compris le rez-de-chaussée, du côté de "la rue St-Louis dont l'entrée est par un escalier en rampe... un puits ainsi qu'on peut le vérifier par l'acte de vente passé devant J.-A. Panet, notaire, le 24 octobre de la dite année 1777.

Il y est aussi stipulé de laisser libre le passage de 8 pieds sur le long du pignon de la maison voisine : ainsi on ne peut se méprendre sur l'état des lieux et l'identité de la maison primitive de Mme Dailleboust

qui sont encore visibles aujourd'hui en ce même état, si on veut retrancher les étages ajoutés depuis.

Le juge Mabane avait dans le temps une belle maison de campagne, Samos ou Woodfield, qu'il avait dû abandonner lors de l'invasion des Américains en 1775, et il demeurait dans celle qu'il finit par acheter. Il l'habita tant que les dégâts causés à celle de Samos qui avait été convertie en hôpital de guerre, ne furent pas réparés au moyen de l'indemnité qu'il attendait du gouvernement. Le juge Mabane fut un personnage remarquable, d'un caractère probe et indépendant, un petit peu démocrate pour l'époque. C'est en quoi il encourut le mauvais vouloir du gouverneur Carleton qui le priva de ses charges et de ses émoluments. L'abbé Bois nous a laissé une étude judicieuse sur lui en appréciant avec éloge son caractère d'homme public et privé. (Cf. Mémoires de la Société Royale du Canada, 1906-1907, tome XII, p.p. 20. 21.)

Il mourut à Woodfield le 3 janvier 1792, à l'âge de 58 ans. Il n'était pas marié. Sa mort fut attribuée au froid qu'il prit en voulant se rendre à pied en ville dans une tempête de neige. Il perdit son chemin dans la poudrière. On le trouva sur les Plaines, égaré et transi de froid, où il allait périr. Ramené chez lui il prit le lit pour ne plus s'en relever.

Il laissa une succession embarrassée. Sa sœur Isabella, qui demeurait avec lui était sa seule et unique héritière, ne put l'accepter que sous bénéfice d'inventaire. En cette qualité elle fut assignée en justice pour dettes par Davidson et Lees qui firent vendre par décret les immeubles de la succession, entr'autres la maison de rue St-Louis. Elle fut adjugée à la même

Isabella Mabane le 13 décembre 1782 pour le prix d'enchère de £700, par le shérif Sheppard qui lui donna titre le 21 décembre 1794.

Nous voici parvenu au point principal de cette étude, c'est-à-dire à la résidence dans cette maison de S.A.R. le prince Édouard qui devint ensuite le père de l'auguste reine Victoria. Nous avons signalé ci-dessus son arrivée à Québec en août 1791. Le juge Mabane était encore vivant alors et le Prince prit à loyer de lui sa maison rue St-Louis moyennant £90, par année, tout en gardant sa villa louée à Montmorency. Pour ne pas dépasser notre but et être bref, bornons-nous à rappeler deux choses en particulier qui chez nous ont attiré l'attention sur lui et nous intéressent à raison de son séjour de trois ans en Canada au Kent-House et à Québec ; chacune d'elles a laissé l'empreinte d'un cachet historique, dont l'intérêt quoique local n'a pas été oublié au milieu de nous.

Nous voulons mentionner d'abord la longue, constante et véritable amitié du duc de Kent avec la famille des de Salaberry de Beauport, qui a commencé dès 1791 et s'est conservée toujours vive pendant une absence de plus de vingt ans. Il suffit d'en référer à la longue correspondance échangée entre le duc et cette famille surtout avec son digne chef Louis-Ignace de Salaberry. Cette correspondance a été publiée par le Dr Anderson, ci-devant président de la Société Littéraire et Historique de Québec et contient d'intéressants détails.

Puis en même temps nous rencontrons dans ce milieu, dans cette correspondance, une personne de renom, Mme de St-Laurent, compagne du Duc, que l'on

voit partager la même amitié et intimité dans la famille Salaberry, où là, comme ailleurs, elle est réputée et considérée généralement comme épouse du prince. C'est ce que nous croyons aussi et à bon droit, nous fondant sur plusieurs motifs raisonnables.

Il n'est pas croyable que l'évêque de Capse eût consenti à faire le baptême d'un enfant des de Salaberry, en acceptant pour parrain et marraine, le Prince et Mme de St-Laurent, sans voir une union au moins morganatique et légitime entre eux. (Cf. Régistre, Beauport, 20 juin 1792.) De même l'attitude de M. Renaud, le digne curé de Beauport, à l'égard du Prince, dont il était le grand ami, n'aurait pas été celle d'une tolérance de courtoisie, mais une sage conduite fondée sur une conviction partagée avec Mgr Plessis. On peut ajouter que Mme de St-Laurent se montrait dans les réceptions officielles ou autres au Kent-House, où elles en faisait les honneurs avec une dignité et distinction qui attiraient le respect. Notre érudit éditeur du Bulletin, M. P.-G. Roy, nous en a signalé une preuve évidente en référant à l'ouvrage de M. le chevalier Drolet lequel dans une note donne le témoignage écrit de son aïeul René Boileau pour avoir été l'hôte du Prince au Kent-House le 21 novembre 1793. Boileau a laissé un diagramme de la table avec les noms des quinze convives présents. A la tête on voit ensemble le Prince et Mme de St-Laurent à sa droite. A la place d'honneur près de Madame, M. l'abbé Desjardins, et vis-à-vis de lui auprès du prince M. Boileau. Au bas bout est son aumônier le Rév. Wheterall, avec son frère le Cap. Wheterall A.D.C. La présence de l'abbé et de l'aumônier nous paraît significative, en

donnant contenance à une alliance déjà reconnue comme légitime.

Madame Alphonsine Thérèse Bernadine Lulie de Montgenet de St-Laurent, baronne de Fortisson nous paraît avoir été une personne de distinction et d'une éducation soignée. Son origine, par son nom, semble bien française. Elle était devenue en peu de temps très intime dans la famille des de Salaberry où elle avait gagné l'affection de tous. C'était une femme charmante, aimable, douce et bienveillante. Elle causait agréablement, parlant purement sa langue française, de même que la langue anglaise, qu'elle écrivait très correctement, comme dans la correspondance ci-dessus. Ce qui plaisait en elle était un entrain simple, naturel et du bon ton de la meilleure compagnie. Le prince lui était très attaché et l'est demeuré ainsi très longtemps, c'est-à-dire jusqu'à ce que des raisons d'Etat urgentes eurent amené une séparation diplomatique. Il eut toujours pour elle les égards et les attentions d'un bon mari. Cette conduite constante à l'égard de Mme de St-Laurent, est une preuve de fidélité honorable, qui n'est pas ordinaire en dehors d'un lien dont l'absence aurait laissé libre la rupture d'une autre liaison plus fragile.

Bien plus, le silence qui s'est fait à la cour d'Angleterre au sujet de Mme de St-Laurent lors du mariage du duc de Kent (1818), et le soin qu'on a pris d'écarter mystérieusement sa personne, et comme si elle se fut retirée volontairement dans un couvent, nous porte aussi à soupçonner dans l'entourage de la cour la crainte de voir divulguer une alliance morganatique bien réelle.

Le peu que l'on sait d'elle après la séparation est contenu incidemment dans une lettre du major général de Rottenburg au colonel de Salaberry, datée de Bath, 3 mars 1819, disant " que le Duc de Kent est " allé s'enterrer en Allemagne... Madame de St-Laurent s'est retirée dans un couvent. Dans une couple d'année le duc sera libre d'en revenir",

Nous pouvons ajouter sur le point de l'alliance avec Mme de St-Laurent qu'il est bien naturel que le Prince, maltraité par son père dès sa jeunesse, haï et exilé par lui de la cour, sans ressources suffisantes, diffamé aux yeux de la famille royale, chez laquelle il ne trouvait aucune marque d'affection, se soit attaché à une femme supérieure et aussi aimable qu'était Mme de St-Laurent. Isolé il a concentré toutes ses affections sur cette compagne qui en était digne et on ne voit pas qu'il lui ait jamais manqué ou eût des amours passagères, comme tous les autres princes de la maison de Brunswick, qui en ont donné des preuves.

Après le départ du Prince en janvier 1794 et vu que nous avons trouvé et donné l'origine du nom de Kent-House comme dérivé de lui, il ne reste plus à parler de cette maison qu'en autant qu'elle se rattache aux personnages subséquents et marquants qui l'ont habitée.

Nous avons vu que les créanciers de la succession du juge Mabane firent saisir et vendre par décret sur sa sœur héritière sous bénéfice d'inventaire, la maison et dépendances rue St-Louis, et qu'elle fut adjugée à celle-ci par le shérif Sheppard, le 13 décembre 1792, pour le prix de £700. Le Prince occupait alors la

maison comme locataire, mais les parties intéressées donnèrent leur consentement par écrit à ce qu'il pourrait, sans égard à l'adjudication, continuer le bail aussi longtemps qu'il séjournerait au pays.

Quelque temps après le premier évêque anglican de Québec, le révérend Jacob Mountain, de vénérée mémoire vint habiter la même maison vers 1802.

Mademoiselle Mabane après lui rentra dans sa propriété, puis la vendit le 23 décembre 1809, à son parent l'honorable John Craigie, l'un des membres du Conseil Exécutif de Sa Majesté en cette Province, pour le prix de £1,300.

Craigie étant député commissaire général et munitioinaire des dépenses militaires au Canada, devint défalcataire, et fut condamné par jugement du 20 juin 1808 à payer à la Couronne un déficit de £21,314 sterlings.

Isabella Mabane décéda le 28 décembre 1809 et Craigie le 26 décembre 1813, laissant sa succession insolvable. Un des créanciers, Charles Jourdain Tow fit saisir et vendre en justice la maison rue St-Louis et elle fut adjugée à Pierre Bréhaut, le 17 juin 1816 pour la somme de £3,000.

Bréhaut était un riche négociant de Québec et fut député à l'Assemblée Législative. Il laissa une succession opulente quand il mourut peu après. Sa veuve, Thérèse Bellamy, épousa en secondes noces William G. Sheppard, aussi négociant de Québec et ci-devant associé de son mari.

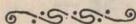
Thérèse Bellamy tant en son nom commun en bien avec son premier mari qui comme tutrice de ses 4 enfants mineurs, vendit à l'honorable Jean-Olivier Perrault, juge de la cour du Banc du Roi à Québec c

la même maison rue St-Louis et dépendances, qui comprenait tout le terrain entre les rues St-Louis et Mont-Carmel en longeant la nouvelle rue Haldimand. On voit pas la description de la maison dans l'acte de vente qui fut passé devant le notaire Plante le 1er mai 1819 qu'elle avait conservé jusque là la même apparence extérieure et que l'espace du pignon ouest d'environ dix-huit pieds à la rue Haldimand était encore resté vide. Ce fut le juge Perrault qui ajouta l'allongement et les étages pour en former les deux maisons d'aujourd'hui.

Depuis lors l'intérêt historique diminue et devient moderne. L'honorable Henri-Elzéar Duchesnay, sénateur gendre du Juge Perrault, devint un des co-propriétaires de la maison, lesquels ensemble la vendirent à John Jones, sur lequel elle fut de nouveau décrétée le 6 août 1860 et adjugée à dame Amélie Duchesnay épouse de Alexandre Lindsay et fille du sénateur. Celle-ci la vendit en 1862 à l'hôtelier O'Neil et l'honorable Thomas McGreevy l'acquit de celui-ci en 1864 et la vendit ensuite à l'honorable Jean Thomas Taschereau, juge de la Cour Suprême du Canada.

P.-B. CASGRAIN

SOUVENIR DU PASSE



Signature au bas du contrat du mariage de Louis Jolliet et de Claire-Françoise Bissot, passé devant Mtre Romain Becquet, notaire royal, le 1er octobre 1675.

Louis Jolliet

Claire Françoise Bissot

J. Lalande & Charest

Marie Couillart M. G. Hébert
LeGardeur de Repentigny

Bazire

Geneviève Macart Louyse Bissot

Marie Bissot

Rouer de Villeray
LeBer

D'Auteuil

Hubert Martin

Becquet

Becquet

(Louis Jolliet, Claire-Françoise Bissot, J. Lalande, Marie Couillart, M.-G. Hébert, E. Charest, LeGardeur de Repentigny, Bazire, Geneviève Macart, Louyse Bissot, Marie Bissot, Rouer de Villeray, LeBer, D'Auteuil, Hubert, Martin, Becquet.)

Les prêtres nés à Notre-Dame de la Victoire de Lévis.

1. Mgr Charles-Edouard Poiré né le 4 août 1810 du mariage de Charles Poiré et de Théotiste Poiré.^[1] Ordonné prêtre à la Rivière Rouge le 17 février 1833. Décédé à Sainte-Anne de la Pocatière le 15 décembre 1896. Il est inhumé sous le choeur de l'église de cette paroisse, du côté de l'épître.

2. M. l'abbé Jean-Baptiste Thibault né le 14 décembre 1810, du mariage de Jean-Baptiste Thibault et de Charlotte Carrier.^[2] Ordonné prêtre à la Rivière Rouge le 8 septembre 1833. Décédé curé de Saint-Denis de Kamouraska le 4 avril 1879.

3. M. l'abbé Joseph Bourassa né le 31 mai 1817, du mariage de Joseph Bourassa et de Angèle Bégin.^[3] Décédé à l'Hôtel-Dieu de Lévis le 8 mai 1900. Inhumé dans l'église paroissiale de Notre-Dame de Lévis.

4. M. l'abbé Augustin Ladrière né le 21 septembre 1826, du mariage de Joseph Ladrière et de Cécile Labrecque.^[4] Ordonné prêtre à Québec le 30 septembre 1849. Décédé curé du Sacré-Cœur, comté de Rimouski, le 4 janvier 1884. Inhumé dans l'église paroissiale de Notre-Dame de Lévis.

5. M. l'abbé Etienne Bégin né le 1^{er} novembre 1829, du mariage de Etienne Bégin et de Emélie Du-

1 Baptisé à St-Joseph de Lévis

2 Baptisé à St-Joseph de Lévis

3 Baptisé à St-Joseph de Lévis

4 Baptisé à St-Joseph de Lévis

pont.^[1] Ordonné prêtre à Québec le 21 mai 1853. Décédé à Shenley le 8 novembre 1857. Inhumé dans l'église paroissiale de Notre-Dame de Lévis.

6. M. l'abbé Honoré Lecours né le 25 mars 1836 du mariage de Charles Lecours et de Louise Bégin.⁽²⁾ Ordonné prêtre à Québec le 24 septembre 1859. Décédé à l'Hôpital-Général de Québec le 8 juillet 1866. Inhumé dans la basilique de Québec.

7. Sa Grandeur Mgr Louis-Nazaire Bégin né le 10 janvier 1840, du mariage de Charles Bégin et de Luce Paradis.⁽³⁾ Ordonné prêtre à Rome, dans la basilique de St-Jean de Latran, le 10 juin 1865. Archevêque de Québec.

8. M. l'abbé Cléophas Demers né le 7 novembre 1847, du mariage de Edouard Demers et de Luce Lecours.⁽⁴⁾ Ordonné prêtre à Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, le 4 mars 1872. Décédé curé de Somersworth, New-Hampshire, le 13 août 1906.

9. M. l'abbé Louis-Philippe Beaulieu né le 27 décembre 1846, du mariage de Jean-Baptiste Beaulieu propriétaire de bateaux, et de Luce Poiré.^[5] Ordonné prêtre dans l'église de Lévis le 26 mai 1872. Décédé au collège de Lévis le 16 septembre 1904. Inhumé dans l'église paroissiale de Notre-Dame de Lévis.

10. M. l'abbé Georges-Raphaël Fraser né le 27 avril 1846, du mariage de Thomas Fraser et de Emélie-Rosalie Poiré. Ordonné prêtre dans l'église paroissiale de Notre-Dame de Lévis le 26 mai 1872. Dé

1 Baptisé à St-Joseph de Lévis
 2 Baptisé à St-Joseph de Lévis
 3 Baptisé à St-Joseph de Lévis
 4 Baptisé à St-Joseph de Lévis
 5 Baptisé à St-Joseph de Lévis

céde curé de Sainte-Anne de la Pocatière le 6 novembre 1908. Inhumé dans l'église de cette paroisse.

II. M. l'abbé Charles-Édouard Carrier né le 22 mars 1853, du mariage de Georges Carrier et de Julie Labadie. Ordonné prêtre à Québec le 28 mai 1876. Décédé curé de Saint-Joseph de la Beauce, le 10 décembre 1911.

12. M. l'abbé Gilbert Lemieux né le 24 décembre 1855, du mariage de Claude Lemieux et de Henriette Morin. Ordonné prêtre à Québec le 22 mai 1881. Curé de Saint-Joachim.

13. M. l'abbé Joseph-Albert Beaulieu né le 18 février 1843, du mariage de Jean-Baptiste Beaulieu et de Luce Poiré.⁽¹⁾ Ordonné prêtre à Québec le 17 septembre 1882. Décédé au collège le Lévis le 22 novembre 1897, Inhumé dans l'église paroissiale de Notre-Dame de Lévis.

14. M. l'abbé Onésiphore-Anselme-Joseph Cantin né le 28 juillet 1857, du mariage de Pierre Cantin et de Olive Côté. Ordonné prêtre à Québec le 17 septembre 1882. Curé de Saint-Nicolas.

15. M. l'abbé Antoine Pampalon né le 27 avril 1857, du mariage de Antoine Pampalon et de Joséphine Dorion. Ordonné prêtre à Québec le 19 mai 1883. Curé de Saint-Félix du Cap-Rouge.

16. M. l'abbé Ferdinand Bégin né le 10 avril 1846, du mariage de Charles Bégin et de Thérèse Couture.⁽²⁾ Ordonné prêtre à Québec le 19 mai 1883. Décédé curé de Saint-Germain de Kamouraska le 4 juillet 1912.

1 Baptisé à St-Joseph de Lévis

2 Baptisé à St-Joseph de Lévis

17. M. l'abbé Paul-Hippolyte-Auguste Bernier né le 18 avril 1859. du mariage de Auguste Bernier et de Malvina Turgeon. Ordonné prêtre à Québec le 7 juin 1884. Curé de Saint-Joseph de Lévis.

18. M. l'abbé Joseph-Télesphore Lachance né le 28 juillet 1860, du mariage de Joseph Pépin dit Lachance et de Marie Roy. Ordonné prêtre dans l'église paroissiale de Notre-Dame de Lévis le 23 mai 1886. Curé de Saint-Jean Port-Joli, comté de l'Islet.

19. M. l'abbé Célestin Lemieux né le 23 août 1862, du mariage de Michel Lemieux et de Philomène Labonté. Ordonné prêtre dans l'église paroissiale de Notre-Dame de Lévis le 23 mai 1886. Assistant-supérieur du collège de Lévis.

20. M. l'abbé Louis-Philippe Delisle né le 3 juin 1857, du mariage de Pierre-Célestin Delisle et de Julie Lacroix. Ordonné prêtre à Québec le 13 juin 1886. Curé de la Rivière Ouelle.

21. M. l'abbé Stanislas-Irénée Lecours né le 21 novembre 1862, du mariage de Charles Lecours et de Ursule Bégin. Ordonné prêtre à Québec le 4 juin 1887. Procureur du collège de Lévis.

22. Révérend Père Pierre-Zéphirin Pampalon, Rédemptoriste, né le 13 juillet 1861, du mariage de Antoine Pampalon et de Joséphine Dorion. Ordonné prêtre à Saint-Jean de Beauplateau, Belgique le 11 octobre 1887. Missionnaire au monastère des Pères Rédemptoristes, à Ottawa.

23. M. l'abbé Joseph-Albert Côté né le 20 février 1865, du mariage de Ignace Côté et de Priscille Bégin. Ordonné prêtre à Québec le 26 mai 1888. Vicaire à St Roch de Québec.

24. M. l'abbé Edward-Patrick Wallace né le 24 janvier 1867, du mariage de John Wallace et de Catherine McDonough. Ordonné prêtre à Montréal le 26 janvier 1890. Curé de Campbellton, N. B.

25. M. l'abbé François-Xavier Garneau né le 4 décembre 1864, du mariage de Joseph Garneau et de Caroline Marchand. Ordonné prêtre dans l'église paroissiale de Lévis le 25 mai 1891. Aux États-Unis.

26. Révérend Père Alfred Pampalon, Rédemptoriste, né le 24 novembre 1867, du mariage de Antoine Pampalon et de Joséphine Dorion. Ordonné prêtre à Saint-Jean de Beauplateau, Belgique, le 4 octobre 1892. Décédé à Sainte-Anne de Beaupré le 30 septembre 1896.

27. M. l'abbé Joseph-Elias Roy né le 14 février 1870, du mariage de Jean Roy et de Marie Zoé Filteau. Ordonné prêtre dans l'église paroissiale de Charlesbourg le 28 mai 1893. Professeur au collège Lévis.

28. M. l'abbé Joseph-Michel Barras né le 23 mai 1863, du mariage de Edouard Barras et de Adèle Blouin. Ordonné prêtre à Fargo, North Dakota, le 15 août 1893. Curé de Little Fall, Minnesota.

29. M. l'abbé Gédéon Laverdière né le 5 mars 1871, du mariage de Augustin Laverdière et de Marguerite Leveillé. Ordonné prêtre à Québec le 23 septembre 1893. Vicaire à l'église du Précieux-Sang de Woonsocket, Rhode-Island, États-Unis.

30. M. l'abbé Michel-Gaudiose Lemieux né le 13 février 1870, du mariage de Michel Lemieux et de Philomène Labonté. Ordonné prêtre à Québec le 13 mai 1894. Curé de Saint-Honoré de Shenley.

31. M. l'abbé Damase-Réal Guénard né le 11 décembre 1847, de Dominique Guénard et de Marie Cayouette.^[1] Ordonné prêtre à Sioux-Falls, Dakota Sud, le 22 février 1895. Curé de Turton, Dakoto-Sud, Etats-Unis.

32. M. l'abbé Louis-Arthur-Odilon Huard né le 9 mars 1872, de Louis Huard et de Olive Dussault. Ordonné prêtre à Sherbrooke le 14 juillet 1895. Curé de Saint-Etienne de Bolton, comté de Brome.

32. Révérend Père Joseph-Philéas Roy, Trappiste, né le 25 août 1860, de Alexis Roy, pilote, et de Angèle Dallaire. Ordonné prêtre à Montréal le 21 décembre 1895. A la Trappe d'Oka.

34. M. l'abbé Charles-Joseph Roy né le 23 octobre 1869, de Léon Roy, notaire, et de Marguerite de Lavoye. Ordonné prêtre dans l'église de Notre-Dame de Lévis le 5 juillet 1896. Curé de Saint-Gérard Majella du Lac Weedon' comté de Wolfe.

35. M. l'abbé Joseph-Herménégilde Roger né le 24 avril 1871, de Cléophas Roger et de Olive Morisset. Ordonné prêtre à Sainte-Anne de la Pocatière le 30 août 1896. Curé de Sainte-Hélène de Breakeyville, comté de Lévis.

36. M. l'abbé Pierre-Emile LeBon né le 3 juin 1871, de Jean-Israel LeBon dit Lainé et de Levina Fortier. Ordonné prêtre à Flovigny, Côte d'Or, en France, le 20 septembre 1896. A Kewance, Illinois, Etats-Unis.

37. M. l'abbé Joseph-Olivier Roy né le 4 février 1872, de Jean Roy et de Zoé Filteau. Ordon-

1 Baptisé à St-Joseph de Lévis

né prêtre à Québec le 23 mai 1897. Professeur au collège de Lévis.

38. M. l'abbé Joseph-Jean-Baptiste Hallé né le 6 décembre 1874, du mariage de Odule Hallé et de Li-ma Carrier. Ordonné prêtre à Québec le 19 septembre 1897. Directeur du collège de Lévis.

39. M. l'abbé Joseph-Napoléon Laflamme né le 4 octobre 1872, de Théophile Laflamme et de Elise Blais. Ordonné prêtre à Québec le 22 mai 1898. Professeur au collège de Lévis.

40. M. l'abbé Joseph-Jean Napoléon Hunt né le 12 juin 1873, du mariage de Peter Hunt et de Camille Carrier. Ordonné prêtre à Notre-Dame de Portneuf le 10 juillet 1898. Chapelain de l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, à Lévis.

41. M. l'abbé Joseph Turgeon né le 16 mars 1873, du mariage de Jean Turgeon et de Marie-Angèle Paquet. Ordonné prêtre dans l'église paroissiale de Lévis le 30 Juillet 1899. Curé de l'Île aux Grues.

42. M. l'abbé Joseph-Valère Roy né le 9 octobre 1876, de David Roy et de Hélène Carrier. Ordonné prêtre à Québec le 22 avril 1900. Professeur au collège de Lévis.

43. M. l'abbé Pierre-Napoléon Dion né le 3 octobre 1875, de François-Xavier Dion et de Marguerite Eléonore Vallières de Saint-Réal. Ordonné prêtre à Québec le 22 avril 1900. Curé de Weymouth, N. E.

44. Révérend Père Joseph-Auguste Michaud, de la Congrégation des Pères du Très-Saint-Sacrement, né le 8 mars 1876, de Jean-Baptiste Michaud et de Emélie Dagneau. Ordonné prêtre à Montréal le 28

avril 1901. Directeur du Juvénat des Pères du Saint-Sacrement, à Terrebonne.

45. M. l'abbé Georges-Arthur Demers né le 10 février 1876, de Édouard Demers et de Alma Couture Ordonné prêtre à Somersworth, New-Hampshire, États-Unis, le 20 décembre 1901. Curé de Sanbornville, état de New-Hampshire.

46. M. l'abbé François-Xavier-Thomas Gelly né le 22 septembre 1875, de Godfroi Gelly et de Dézoadé Bernier. Ordonné prêtre dans la chapelle du collège de Lévis le 28 décembre 1901. Aumônier du couvent de Bellevue.

47. M. l'abbé Joseph-Cyrille-Wilfrid LeBon né le 21 novembre 1877, de Jean-Israël Lebon, dit Lainé et de Lavina Fortier. Ordonné prêtre à Sainte-Marie de la Beauce le 6 janvier 1902. Professeur au collège Sainte-Anne de la Pocatière.

48. M. l'abbé Joseph-Stanislas Beaulieu né le 22 octobre 1876, de Joseph-Stanislas Beaulieu et de Marie-Dulcina Carbonneau. Ordonné prêtre à Québec le 22 août 1902. Curé de Martintown, États-Unis.

49. Révérend Père Cerlas-Isaïe Côté, dominicain, né le 21 février 1877, de Ignace Côté et de Priscille Bégin. Ordonné prêtre à Ottawa le 1er février 1903. Sous-prieur du couvent des Dominicains, à Ottawa.

50. M. l'abbé Joseph-Adalbert Roy né le 12 mars 1877, de Narcisse Roy et de Camille Couture. Ordonné prêtre à Québec le 17 mai 1903. Vicaire à la Jeune-Lorette.

(Suite au Numéro de Février)